



Observations de l'AFEC sur le document de consultation de la Commission sur les aides d'État à l'innovation

Dans la continuité des travaux engagés cet été sur le Plan d'action de la Commission en matière d'aides d'État, le groupe de travail de l'AFEC s'est de nouveau réuni pour examiner le document de consultation sur les aides d'États à l'innovation.

Ce document a reçu un accueil globalement favorable des membres présents. La possibilité d'accorder des aides à l'innovation et de préciser le régime juridique jusqu'à présent ne peut qu'être approuvée.

Ont plus particulièrement retenu l'attention :

- l'opportunité d'un cadre juridique spécifique,
- le domaine de celui-ci et la question de l'applicabilité aux grandes entreprises,
- le fondement de l'intervention et la notion de défaillance du marché.

L'AFEC propose par ailleurs l'abandon de la distinction traditionnelle entre les différentes phases de recherche et de développement.

1. L'OPPORTUNITÉ D'UN CADRE JURIDIQUE SPÉCIFIQUE

Le fait de vouloir résoudre un problème – la faiblesse de l'innovation en Europe – plutôt que d'intervenir dans des secteurs déterminés a été largement approuvé.

Cela étant, la question de savoir s'il faut intégrer les solutions au sein des textes existants ou à venir, notamment l'encadrement communautaire des aides en faveur de la recherche et du développement ou le futur règlement d'exemption par catégorie, ou adopter un texte spécifique, est restée ouverte.

Pour tous les membres, l'essentiel est que les règles soient claires et précises. L'idée d'avoir des dispositions spécifiques dans le futur règlement général n'a pas rencontré d'opposition. En tout hypothèse, toutes les mesures ne peuvent être couvertes par un tel

texte, et en cas de procédure, le souhait d'obtenir une réponse rapide de la Commission a de nouveau été exprimé.

Par ailleurs, et quelle que soit l'orientation prise par la Commission, l'AFEC suggère que soit abandonnée la distinction entre les deux dernières phases de la recherche, recherche industrielle et développement pré-concurrentiel.

Les aides autorisées pour les projets de recherche dépendent en effet dans leur montant, de la phase amont ou aval de la recherche. Or, dans beaucoup de secteurs industriels, cette distinction n'est plus adaptée à la réalité du processus de recherche.

L'AFEC propose donc que les catégories actuelles "recherche industrielle" et "développement pré-concurrentiel" soient remplacées par une seule et unique catégorie et que le pourcentage de financement admissible soit de 50% pour cette catégorie.

2. LE DOMAINE D'APPLICATION

L'essentiel du débat a porté en fait sur le domaine d'application des ces règles. Un consensus s'est dégagé sur le fait que limiter le bénéfice des aides à l'innovation aux seules PME risquait de conduire à un saupoudrage générateur d'inefficacités.

La réalité est souvent beaucoup plus complexe que l'on soit en présence de consortias de PME ou encore de projets associant une grande entreprise et de plusieurs PME.

Dans cette optique, les raisons qui conduiraient à exclure les grandes entreprises du régime favorable aux aides à l'innovation n'ont pas été perçues. Au contraire, en particulier dans le cadre de la mise en place des pôles européens d'excellence , leur participation s'avère indispensable.

Plus qu'une approche en termes de seuils, c'est une approche en termes d'intérêt du projet qui semblerait devoir être privilégiée, ou à tout le moins, une combinaison de critères quantitatifs et qualitatifs.

3. LE FONDEMENT DE L'INTERVENTION

Quant au fondement de l'analyse, l'AFEC a de nouveau constaté le rôle déterminant que la Commission souhaite faire jouer à la notion de défaillance du marché. Tout en saluant la volonté d'introduire une analyse économique plus fine en matière d'aides, l'AFEC réitère les interrogations déjà exprimées dans ses observations sur le Plan d'action.

Ce critère gagnerait à être davantage cerné notamment en matière d'aides à l'innovation.

Réserver ces aides aux seuls cas où en leur absence, les activités d'innovation ne seraient pas entreprises, risque de s'avérer difficile à appliquer dans la pratique, surtout dans le domaine de l'innovation.

Au demeurant, ce critère qui paraît davantage d'ordre politique et philosophique qu'opérationnel pour les entreprises et leurs conseils confrontés à ce problème, ne saurait être exclusif.

Dans la mesure où toutes les études concourent pour constater la nécessité de développer l'innovation en Europe et la part du PIB qui lui est consacrée pour rejoindre le niveau de nos concurrents, la prise en compte du contexte international dans l'évaluation de ces aides, paraît également indispensable.

Il convient en effet de limiter les risques de délocalisation des centres de recherche dans un pays où le contexte est plus favorable (coûts inférieurs, subventions plus importantes...).

L'AFEC souhaite donc à nouveau souligner l'importance de tenir compte du contexte international et presse la Commission de s'assurer ou de mettre en place les mesures permettant de garantir aux entreprises une égalité de concurrence sur le plan mondial.